

Manuel de géopolitique

5 - La végétation

vendredi 14 octobre 2022, par [Patrice GOURDIN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Patrice GOURDIN](#), **5 - La végétation**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 14 octobre 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

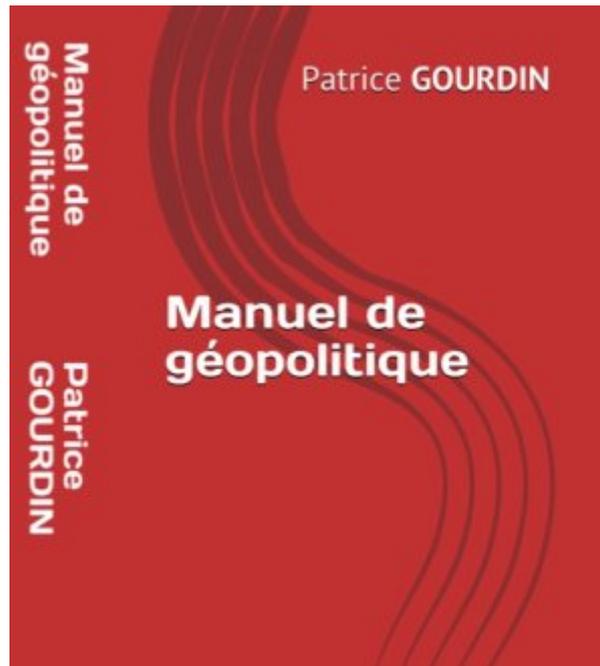
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Oui, une étude géopolitique peut et doit s'intéresser aux végétaux non cultivés et/ou cultivés dont dépendent des hommes, aux végétaux utilisés comme matières premières industrielles, aux agro-carburants, mais aussi à la bio-piraterie, aux plantes hallucinogènes, mais encore aux couvertures forestières, aux politiques de protection des différents végétaux et des forêts, à leur fonction refuge et aux actions militaires qui s'y déroulent.

Ainsi, la végétation doit être prise en compte dans l'étude géopolitique d'un territoire. Oui, mais comment ? Extrait gratuit d'un maître ouvrage de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon.

LA COMBINAISON du relief, du climat, de l'hydrographie, de la nature et de l'épaisseur des sols, ainsi que des activités humaines, explique la distribution des **végétaux** à la surface de la Terre. Le nombre élevé de facteurs produit une très grande variété de combinaisons, qui vont de l'absence presque totale de vie végétale des déserts chauds ou froids, à la luxuriance des régions tropicales humides.

La végétation peut constituer un **enjeu** considérable selon les caractéristiques géographiques et les niveaux de développement. Les pâturages, pour les nomades ; les animaux, le miel et les fruits sauvages des forêts, pour les chasseurs-cueilleurs ; les produits de l'agriculture, pour les sédentaires, furent (et sont encore) vitaux pour de nombreux êtres humains. L'accès à la **nourriture** s'impose à l'humanité depuis son origine. La production agricole représente donc un aspect majeur de la politique des États. La mise en place d'une politique agricole commune décidée à Rome, le 25 mars 1957, par la **Communauté économique européenne** visait explicitement l'autosuffisance alimentaire. L'**Argentine**, sinistrée par la crise financière de 2002, renaît lentement grâce à la valorisation de son potentiel agricole [1]. En **France**, la révolution agricole, généralisée depuis la fin des années 1960, suscite des débats passionnés qui trouvent une traduction politique. Le manque de données fiables autorise beaucoup d'approximations, voire de désinformations. Un travail de l'Institut national de la recherche agronomique, mené à l'échelle de parcelles cultivées confirme le recul de la biodiversité végétale (il n'y a pas de données sur la faune) sous l'effet des herbicides, des engrais, des labours profonds, de l'irrigation et de l'utilisation d'amendements à base de chaux [2]. Mais n'oublions pas que ces méthodes étaient destinées à permettre de nourrir les Français. L'indépendance et le bien-être, des objectifs politiques, fondaient cette orientation encouragée et aidée par les gouvernements appuyés sur une majorité élue par le peuple français. Alors que le souvenir des restrictions de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre demeurait vif, les effets négatifs, soit méconnus, soit sous-évalués, ne figuraient pas au premier rang des préoccupations. La remise en contexte s'impose dans toute analyse géopolitique. La **faim** constitua, tout au long de l'histoire, et constitue toujours, une cause ainsi qu'une conséquence de crises et de conflits [3]. Les effets les plus graves d'une pénurie alimentaire se produisent lorsque celle-ci se combine à une anomalie climatique, à une crise économique et à des difficultés politiques [4]. Cette conjonction provoqua, par exemple, la Révolution française de 1789, celle de février 1917 en Russie, le renversement du Négus d'Éthiopie, Hailé Selassié Ier, en 1974, le génocide au Rwanda, en 1994, ou la chute du dictateur indonésien Suharto, en 1998. Le bois et le blé, qui ne provenaient pas exclusivement de l'Attique, assuraient la force de la thalassocratie athénienne. Il était donc logique que Sparte s'attaquât à leurs sources de production et à leurs axes de transport.



Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.

D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

La très grave crise que traverse la **Côte-d'Ivoire**, depuis 1995, découle en partie de données végétales. Depuis l'indépendance, 8 des 12 millions d'hectares de forêt du pays ont été défrichés [5], ce qui a dégradé l'environnement. Les terres ainsi conquises ont été vouées au café et au cacao, victimes de la surproduction mondiale. La baisse des cours de ces produits a engendré un excédent de main-d'œuvre et des rivalités pour la possession des terres, avec toutes les tensions inhérentes à ce type de situation. L'un des facteurs de la crise du **Darfour** réside dans la lutte entre éleveurs - nomades et sédentaires -, pour l'accès à l'herbe [6]. L'accroissement de la population humaine et des troupeaux se heurte à la désertification. La **Chine** connaît un problème analogue, aggravé par l'extension des utilisations non agricoles du sol, au détriment des terres cultivables [7].

La mise au point d'**agrocarburants** semble ouvrir des perspectives positives en matière de réduction de la dégradation de l'environnement. Elle offrirait même la possibilité de pallier l'absence de ressource énergétique dans certains pays très pauvres. Ainsi le **Mali** [8] et le **Burkina Faso** [9] fondent-ils de grandes espérances sur une "mauvaise herbe", le jatropha (aussi appelée pourghère), dont l'huile se transforme facilement en carburant pour les moteurs diesel. Si la rentabilité de l'exploitation commerciale pour une exportation massive (sérieusement étudiée par l'Inde, les Philippines, l'Indonésie, Madagascar et nombre d'autres pays tropicaux) n'est pas encore démontrée, l'huile de jatropha contribuerait, au moins, à résoudre les problèmes d'alimentation énergétique domestique dans les campagnes.

Mais l'orientation vers les agrocarburants pose le problème de la **hausse** des **prix** de certains végétaux, jusqu'alors utilisés pour l'alimentation humaine ou animale, et de leurs conséquences sociopolitiques déstabilisatrices [10]. Le problème tend à se généraliser, dans la mesure où un nombre croissant de produits agricoles deviennent des **matières premières**

industrielles. Durant les années 1980, les programmes d'“ajustements structurels” dégradèrent les conditions de vie et provoquèrent nombre de troubles sociaux ou politiques. Aujourd'hui, la sécheresse, l'essor des agrocarburants, la hausse des coûts du transport maritime, l'amélioration du niveau de vie des populations des pays émergents, la spéculation se conjuguent pour **renchérir** les **produits alimentaires de base**. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les cours mondiaux des matières premières agricoles augmentèrent de près de 40% en moyenne. En deux ans, les prix du blé, du maïs, du riz, du soja, du colza ou de l'huile de palme doublèrent, voire triplèrent [11]. En 2007, la facture d'importation des produits alimentaires des pays en développement augmenta de 25%. Si cela profitait aux producteurs dans certains pays gros exportateurs [12], cela accrut les **difficultés** des **populations démunies** et les agita [13], comme en Ouzbékistan, au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée, au Niger, au Nigeria, au Yémen, en Indonésie, au Mexique, au Guatemala, en Bolivie et jusqu'à l'Italie [14]. Le phénomène frappa des familles - urbaines la plupart du temps - qui mangeaient à leur faim, accédaient aux soins médicaux et scolarisaient leurs enfants. Elles se retrouvèrent contraintes à recourir à l'aide alimentaire, ne plus se soigner et à retirer leurs enfants de l'école [15]. Les **frustrations** engendrées par ce **déclassement** portent en elles des exigences de changement, voire la menace de troubles sociaux et/ou politiques. Cette régression du développement humain obère dès à présent l'avenir des individus touchés et de leurs pays. L'une des raisons de la **victoire** de **l'opposition pakistanaise** aux élections de février 2008 résidait dans le mécontentement de la population devant la hausse des prix des denrées alimentaires [16]. Les troubles provoqués par la hausse brutale du maïs (aliment de base) contraignit le **président mexicain** Calderón (droite) à **tempérer** sa **politique libérale** en instaurant le contrôle de l'État sur les prix des denrées alimentaires et d'une partie des intrants agricoles [17]. Certains pays (Chine, Russie, Ukraine, Argentine) commencèrent à réduire leurs exportations. Jacques Diouf, le directeur de la FAO, rappelait que 70% des pauvres sont des ruraux et mettait en garde la communauté internationale : « si nous ne trouvons pas des mécanismes de régulation techniques et économiques, l'eau ou l'alimentation seront sources de conflits potentiels [18] ». 900 millions de pauvres habitent en zone rurale, mais ils ne reçoivent que 4% de l'aide publique totale. Or, « la pauvreté étant concentrée dans les zones rurales des pays en développement », les experts de la Banque mondiale « ont [...] constaté que l'agriculture est quatre fois plus efficace pour faire reculer la pauvreté que les autres secteurs économiques » [19]. Les États eux-mêmes portent une lourde responsabilité car ils n'ont guère investi dans leur agriculture. Quant à l'aide internationale, elle s'est désintéressée de ce secteur. En 2007, la tendance semblait devoir s'inverser et l'on commençait à se demander comment nourrir 9 milliards d'humains en 2050 sans dégrader l'environnement [20]. Le retour à des évidences pourrait intervenir rapidement, comme **aider des hommes à se nourrir** (et à en nourrir d'autres) en cultivant la terre, plutôt que de les contraindre à l'exode vers des centres urbains saturés, sous-équipés et insuffisamment dispensateurs d'emplois. Par ailleurs, commencent à paraître des études scientifiques mettant en garde contre les **effets négatifs** des **agrocarburants** [21]. Ces derniers apportent-ils une réponse satisfaisante aux conséquences du réchauffement climatique ? Peut-être pas, si l'on prend en compte la hausse des prix des produits alimentaires de première nécessité, la déforestation, la dégradation des sols ou les émissions de carbone liées à leur production.

Le monde développé se lance dans une recherche d'un genre nouveau : la quête végétale. Cette bio-prospection vise un nombre croissant de **plantes**, dont on (re)découvre les vertus **thérapeutiques** ou **cosmétiques** et dont on entend utiliser les molécules actives. Dans la

mesure où reproduire celles-ci par synthèse donne parfois des résultats décevants, l'accès à la plante elle-même (re)devient essentiel. Les enjeux économiques sont colossaux (des milliards de dollars) et opposent les principaux groupes industriels mondiaux de la pharmacie, des cosmétiques, de l'agrochimie et de la biotechnologie. Ceci s'opère au détriment des populations locales, victimes d'une "**biopiraterie**" et parfois délogées de leurs terres, au nom d'une hypothétique protection de la biodiversité [22]. Certaines ONG mènent un jeu trouble et l'ONU n'a guère les moyens d'agir efficacement. Le mécanisme de la biopiraterie est simple : les ressources biologiques des plantes visées font l'objet de dépôts de brevets garantissant à leurs détenteurs l'exclusivité des bénéfices liés à la commercialisation des produits qui en sont dérivés. Cette pratique illustre l'inégalité entre États. Les espaces de grande biodiversité se situent avant tout en zone tropicale, donc dans les pays du Sud, parmi des populations possédant et entretenant un savoir et des modes de culture avant tout empiriques et transmis oralement, donc difficilement brevetables. Seuls les États du Nord disposent des moyens financiers, scientifiques, techniques, industriels et commerciaux pour étudier et valoriser les propriétés de ce patrimoine végétal. Il s'agit bien d'un problème politique : nous sommes en présence d'un nouvel avatar de l'interdépendance inégale qui existe pour les matières premières dans leur ensemble. L'analogie est très frappante, jusque dans les réactions : certains, au Sud comme au Nord, parlent de "pillage" et s'élèvent contre ce qu'ils considèrent comme une nouvelle forme de colonialisme. Aux termes de la Convention de Rio sur la biodiversité, depuis 1993, les ressources biologiques relèvent de la souveraineté des États et ces derniers peuvent légiférer en ce domaine. La réglementation internationale demeure incertaine, comme l'illustre le combat de Vandana Shiva, une chercheuse indienne. En 1995, la firme américaine Grace déposa une demande de brevet pour un pesticide utilisant les propriétés fongicides du **margousier**, un arbre poussant en Inde et utilisé dans ce pays depuis des temps immémoriaux, tant dans la pharmacopée que dans l'agriculture. Saisi, l'Office européen des brevets rejeta la demande de la société Grace, en 2005 [23], créant un précédent qui pourrait faire jurisprudence : « aucun brevet ne doit être octroyé pour une chose déjà connue au préalable, par exemple dans le cadre des connaissances traditionnelles communes ». Lors de la huitième conférence mondiale sur la biodiversité réunie par l'ONU à Curitiba en mars 2008, les participants décidèrent d'élaborer pour 2010 un règlement protégeant les pays du Sud contre la biopiraterie. Il s'agit, d'une part, de définir les conditions d'accès aux ressources génétiques naturelles de la faune et de la flore ; d'autre part, de trouver un système de rémunération équitable dans le cadre de leur exploitation commerciale.

Autre utilisation, en essor, de certains végétaux : la culture de plantes d'où sont extraites des substances **hallucinogènes**, vendues par des organisations criminelles pour s'enrichir, ou par certaines factions armées pour financer leur combat. Dans le dernier cas, on parle de narco-guérillas. Ces dernières posent des problèmes géopolitiques majeurs. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie, avec la **coca** ; les *taliban* [24] en Afghanistan et au Pakistan, avec le **pavot**, par exemple, recourent à ce moyen. Les programmes d'éradication coûtent très cher et s'avèrent inefficaces, le plus souvent faute de programmes de sécurisation des populations et de cultures de substitution rémunératrices [25]. L'existence de plantes servant de base à des drogues est connue depuis la nuit des temps. Leur culture et leur transformation par des organisations criminelles de droit commun n'est pas nouvelle et constitue un axe de l'action policière depuis le début du XXe siècle, c'est-à-dire depuis que sa consommation est perçue comme un facteur déstabilisateur des sociétés. Observons que ce ne fut pas toujours aussi tranché. La **guerre de l'Opium** menée par la Grande-Bretagne contre la Chine entre 1838 et 1842 en offre un exemple. L'empereur chinois, conscient des effets négatifs de la

consommation de cette substance, l'interdit dès 1731, sauf à des fins médicales. Outre ses conséquences nocives sur la santé, l'opium affaiblissait l'État en altérant les capacités des hauts fonctionnaires consommateurs, en gangrenant l'administration par la corruption, en illustrant le recul de l'autorité impériale et en engendrant un déficit commercial. Bref, le pouvoir était menacé sur le territoire de la Chine. Donc, en 1838, l'empereur Daoguang décida d'interdire totalement l'importation et d'agir vigoureusement à Canton, seul port ouvert aux étrangers et donc porte principale de l'opium. Ce dernier étant produit aux Indes, des sujets britanniques alimentaient largement la contrebande et ils furent durement frappés dans leurs intérêts. Ces derniers coïncidaient avec les visées expansionnistes de leur gouvernement et la guerre fut déclarée. En 1842, vaincue, la Chine dut verser une indemnité de guerre, céder Hong Kong, accorder des avantages commerciaux, accepter le régime des "concessions" et ouvrir quatre ports au commerce étranger, y compris celui de... l'opium. Les Américains et les Français ne tardèrent pas à s'engouffrer dans la brèche. Ainsi commença ce que les Chinois considèrent comme le "siècle de l'humiliation nationale" : le pouvoir impérial en sortit affaibli, avant de disparaître, et les grandes puissances dépecèrent le pays.

Les **couvertures forestières** jouent un rôle complexe, tant dans les régulations climatiques et hydrologiques, que dans la lutte contre l'érosion et contre la pollution, sans oublier la conservation de la biodiversité et de nombreuses plantes médicinales. Par conséquent, leur **préservation** apparaît, aujourd'hui, à une partie de la communauté scientifique et des dirigeants [26] comme une **nécessité**. En particulier, la conservation de la forêt tropicale humide, régulateur estimé essentiel, suscite beaucoup d'inquiétude et mobilise énormément d'acteurs. Le président du **Guyana**, Bharrat Jagdeo prit en mai 2008 une initiative peu banale : il proposa de confier la gestion de la forêt de son pays à une agence publique anglaise en échange d'une aide économique du gouvernement britannique [27]. Dans ces conditions, la faiblesse de certains États, notamment les micro-États, ne risque-t-elle pas de déboucher sur la perte de leur souveraineté pour des raisons environnementales ? Ce serait une innovation en matière de relations internationales.

Les **obstacles** à la **protection** des grandes forêts humides abondent. En premier lieu, la survie de nombreuses populations dépend, depuis la nuit des temps, de la forêt : chasse, cueillette, système de culture extensive sur brûlis, bois de chauffage, charbon de bois, élevage. Durant des siècles, la hache apparut comme un outil de civilisation, car elle ouvrait des espaces sauvages à l'être humain et à ses activités. Cela reste d'actualité, comme dans le cas du **bassin du Congo** :

« dans cette région [...] les arbres ne tombent pas - comme en Amérique du Sud ou en Asie - sous la poussée de coupes à blanc pratiquées par les grands exploitants agricoles. Ici, la pression démographique fait plus de dégâts que l'exploitation forestière. La population de la République démocratique du Congo devrait passer de 65 millions d'habitants aujourd'hui à 125 millions dans vingt ans. Autour des grandes villes, des fronts de déforestation se créent pour alimenter les citadins en bois de chauffage. Ailleurs, la forêt est grignotée par la progression des surfaces agricoles dont les familles tirent leurs seuls moyens de subsistance [28] ».

Ensuite, l'appât du gain contribue puissamment au recul forestier : les plantations commerciales s'étendent [29], les besoins en pâte à papier augmentent, le trafic des bois précieux procure des revenus à des groupes criminels ou à des guérillas et devient la seule activité rémunérée offerte aux laissés-pour-compte qui effectuent l'abattage. La mauvaise gouvernance contribue également au processus. Ainsi, certains proches du Premier ministre

khmer, M. Hun Sen, se trouvent mis en cause dans le pillage des forêts du **Cambodge** [30], tandis que toute une chaîne d'abattage clandestin fonctionne au **Cameroun** avec la complicité d'agents de l'État (du petit fonctionnaire local au haut fonctionnaire) et pour le plus grand profit de personnalités proches du pouvoir [31]. Enfin, les équilibres politiques fragiles participent à leur dégradation. Par exemple, isolée du reste du monde, mais demeurée en excellents termes avec les dirigeants chinois, la junte militaire birmane se finance en partie grâce aux exportations de teck. La **Birmanie** en détient 80% des réserves mondiales et les plus pessimistes craignent que la forêt primaire de ce pays ne disparaisse d'ici à 2020 [32]. Le Premier ministre du **Kenya**, Raila Odiaga, affronte un dilemme : ou bien il préserve la forêt Mau, principal château d'eau du pays, en expulsant les 30 000 Kipsigis qui la colonisent ; ou bien il maintient en place les colons qui défrichent et menacent l'avenir hydraulique du pays en détruisant ce massif boisé [33]. Quelques mois après une guerre civile, il lui faut arbitrer entre un dangereux surcroît de dégradation végétale et une poussée de mécontentement politique.

En dépit de mesures protectrices affichées, 18 % de la **forêt amazonienne brésilienne** ont disparu depuis les années 1970 [34]. Cet échec (entre avril 2007 et avril 2008, 9 495 km² ont été détruits) provoqua la démission de la ministre de l'Environnement, Marina Silva, « lassée par cinq années de lutte contre les intérêts économiques qui privilégient les exportations agricoles, l'élevage et les biocarburants [35] ». Cela engendra une crise politique, car Marina Silva était une figure marquante du gouvernement. Le président Lula da Silva persuada difficilement un autre personnage emblématique, Carlos Minc, un des fondateurs du parti écologiste, de la remplacer. Mais atteindra-t-il l'objectif de faire passer les superficies forestières protégées de 20 à 50 millions d'hectares ? Le cas brésilien n'est pas isolé : **Bornéo** et **Sumatra** pourraient ne conserver que leurs forêts d'altitude [36], plus un arbre ne subsiste à la **frontière sino-birmane** [37], la forêt de **Papouasie-Nouvelle-Guinée** recule à grands pas, ce qui la réduirait de moitié d'ici à 2021 [38]. Il s'ensuit des tensions ou des violences. La **Chine** assume - pour le moment - sa solide réputation de prédateur forestier (en Asie, en Afrique et en Amérique latine). Des ONG dénoncent régulièrement la **France** pour importer massivement des bois tropicaux issus de coupes illégales, ce qui dévalue son discours sur la protection de l'environnement. Un peu partout, dans le monde intertropical, le contrôle des zones forestières spolie les populations de chasseurs-cueilleurs, dresse les exploitants les uns contre les autres, oppose les bûcherons illégaux aux forces de l'ordre, génère la corruption et pousse parfois à l'élimination physique de journalistes ou d'agents d'ONG. Les **labels anti-déforestation** connaissent donc un succès plus que limité, même si un nombre croissant de pays s'y rallient [39]. De fait, pourront-ils remplir leurs obligations ? Cela semble plus facile dans les pays développés. Ainsi, le Premier ministre de l'**Ontario**, Dalton McGuinty, conseillé par des membres du Groupe intergouvernemental pour l'étude du climat-GIEC, a décidé de protéger la moitié de la forêt boréale couvrant son État. Mais « sans le grand intérêt manifesté par l'opinion publique pour la préservation de la nature, M. McGuinty n'aurait probablement pas agi ainsi [40] ».

Tout ne semble pas désespéré, si l'on en juge par le cas de la **mangrove**. Depuis les années 1980, cette formation végétale très particulière a considérablement reculé. Localisée dans les zones littorales tropicales, organisée autour du palétuvier (seul arbre résistant à l'eau salée), elle associe une forêt et des marais, protégeant tout à la fois la reproduction de certaines espèces animales et végétales, y compris des poissons à proximité du littoral, les sols contre l'érosion marine et la salinisation des sols, ainsi que les habitants contre les ouragans. Des programmes de reconstitution de ces écosystèmes, mis à mal par l'aquaculture, l'agriculture,

l'accroissement démographique et le tourisme, sont en cours un peu partout [41].

Observons que rien n'est jamais simple : ainsi, certains scientifiques commencent à s'interroger sur la contribution de la forêt tropicale humide à l'accroissement de gaz carbonique dans l'atmosphère. Les incendies et les arbres qui pourrissent en seraient les causes principales [42]. Voilà un exemple supplémentaire des lacunes de nos connaissances et de la nécessité de se montrer extrêmement prudent avant toute affirmation ou extrapolation. Autre exemple à méditer : **planter** des arbres ne s'avère **pas toujours rassurant**. Une fièvre nouvelle frappe l'**Amazonie** : celle de l'**açaï**. Cette baie rouge pousse sur un palmier sauvage de la forêt amazonienne. Ses vertus anti-oxydantes naturelles démontrées et son efficacité supposée comme stimulant sexuel garantissent son succès. Mais l'intensification de son exploitation ne présente pas que des avantages. En effet, si elle contribue à la conservation d'une couverture arborée, elle met en place une véritable monoculture, à grand renfort de défrichements, d'engrais et de pesticides. Cela **semble incompatible** avec le maintien de la **biodiversité** [43]. De même, le nord du **Laos** se couvre d'**hévéas** pour satisfaire la demande du marché chinois. Pourtant, l'écosystème des collines de la région est menacé. Ce véritable *boom du caoutchouc* menace d'être « aussi fulgurant que risqué : les paysans abandonnent les cultures vivrières pour une culture de rente et peuvent se retrouver démunis si le marché se retourne, ou en position de faiblesse face aux acheteurs [44] ».

En cas de **conflit**, interne ou interétatique, la **forêt souffre** des **combats** qui s'y déroulent. La végétation offre, en effet, à toute lutte armée des possibilités infinies d'utilisation, notamment par sa fonction **protectrice**. Elle permet, en particulier, de se cacher, d'échapper à des poursuivants, de leur tendre des embuscades ou de suivre leurs mouvements sans être vu. Chacun conserve en mémoire le mythique Robin des Bois et l'utilisation qu'il fut censé faire de la forêt de **Sherwood**. Les **Balkans**, mot turc signifiant "montagnes boisées", furent le refuge permanent de ceux qui fuyaient l'autorité ottomane en Europe du Sud-Est. Le film *Les Insurgés*, raconte comment les frères Bielski réussirent, entre 1941 et 1944 à survivre, avec 1 200 de leurs coreligionnaires juifs dans les immenses forêts de Biélorussie [45]. Prenons l'exemple russe :

« la défense en profondeur était l'ancestrale et traditionnelle doctrine militaire de la Russie. Pendant un millier d'année, celle-ci avait protégé ses villes au moyen de l'abattis : des arbres coupés à quatre-vingt-dix centimètres de haut, des rondins accrochés à la souche et pointés sur l'ennemi. Au milieu des arbres abattus, on camouflait des fosses sous des taillis coupés - dans le but de casser la cheville d'un cheval ou d'un homme. Ces défenses s'étendaient sur cent cinquante kilomètres. Avec des groupes d'attaque la harcelant sur les flancs, une force d'invasion se retrouvait épuisée lorsqu'elle finissait par atteindre le site que les Russes avaient choisi comme champ de bataille [46]

En retour, la **contre-insurrection** et la **contre-guérilla** utilisent la végétation de la même manière ou bien s'y attaquent, n'hésitant pas, dans certains cas, à la détruire. Les États-Unis recoururent à des défoliants, durant la guerre du Vietnam, pour neutraliser la piste Ho Chi Minh, par exemple. Avant l'achèvement de la conquête russe, bien que dépourvus de fortifications, les **villages tchéchènes** s'avéraient difficiles d'accès, du fait de la protection naturelle efficace offerte par la forêt :

« En cas de danger, les femmes et les enfants ont coutume d'y chercher refuge, en chassant les vaches, les moutons et la volaille devant eux. Le massif forestier aux arbres séculaires et aux sous-bois envahis de taillis constitue une défense imperméable. Les sentiers et les chemins qui

relient les différentes localités supportent mal les chariots lourdement chargés, et chaque buisson, chaque arbre peut être utilisé pour y cacher un tireur isolé. Partout, le soldat russe est contraint d'avancer le fusil dans une main et la hache dans l'autre. Très rapidement, par conséquent, la forêt devient un enjeu essentiel de la bataille entre Russes et Tchétchènes [47] ».

Un officier russe, Fédor von Tornau, raconte :

« L'ordre de marche et la disposition de nos camps étaient on ne peut plus adaptés au caractère de cette guerre et ne changeaient jamais. La colonne se composait de la manière suivante : à l'avant et à l'arrière-garde, un bataillon d'infanterie renforcé d'artillerie légère là où les routes existaient. La cavalerie, l'artillerie de réserve et l'intendance prenaient place au milieu de la colonne et étaient couvertes par des fantassins en rang de chaque côté. Devant l'avant-garde, derrière l'arrière-garde, à droite et à gauche de la colonne, sur toute sa longueur marchaient des tirailleurs. En terrain plat et découvert, cette couverture de flanc s'élargissait jusqu'à une bonne portée de fusil de la colonne principale. En forêt, ils progressaient, selon la nature du lieu, essayant de préserver la colonne de tirs ennemis, trop meurtriers lorsqu'ils pouvaient frapper la masse compacte de la troupe.

Les soldats appelaient cela "conduire la colonne en boîte". L'avant-garde quand nous avançons, l'arrière-garde quand nous reculons et presque constamment les tirailleurs de flanc avaient la tâche la plus dangereuse. Dans la forêt, les tirailleurs avançaient souvent sans se voir l'un l'autre, et les Tchétchènes, comme surgissant du sol, se jetaient sur eux et les massacraient avant qu'un de leurs camarades puisse même venir à leur secours [48] ».

Aussi les Tchétchènes préservaient-ils le moindre arbre, tandis que l'armée du tsar déboisait : « En principe, on essaie de défricher tous les axes principaux, en dégagant à droite et à gauche de la route une surface plus large que la portée de tir des mousquetons utilisés par les Tchétchènes. C'est un travail de titan. Et le chantier [...] va se poursuivre sans interruption tout au long du XIXe siècle, jusqu'à ce que tout le piémont oriental du Caucase soit pratiquement déboisé [49] ».

Il s'agissait, pour les protagonistes, d'un enjeu crucial, car la forêt fut longtemps fatale, par exemple, aux offensives lancées contre la nouvelle "capitale" de Chamil, Dargo, par le général Grabbe en 1842, puis par le général Vorontsov, en 1845. Les arbres abattus et les branchages entassés obstruaient les chemins ; la végétation abritait les Tchétchènes qui abattaient chacun un Russe, puis disparaissaient. À l'ouest du Caucase, Moscou se heurta au même obstacle pour conquérir le pays tcherkess : la forêt, luxuriante du fait du climat, commençait sur les bords du Kouban, remontait jusqu'aux sommets montagneux et descendait jusqu'au rivage de la mer Noire. Ils mirent en œuvre les mêmes méthodes qu'en Tchétchénie et achevèrent la conquête de la région en 1864.

La forêt épaisse ne constitue pas le seul obstacle végétal pour une force armée. Le paysage d'enclos, ou **bocage**, s'avère tout aussi redoutable. Il s'agit d'un paysage façonné par l'homme, à des fins agricoles : d'innombrables haies séparent les parcelles composant le terroir, de multiples lambeaux forestiers subsistent, l'habitat est dispersé et les chemins creux pullulent. Présent dans de nombreuses régions du monde, en plaine comme en montagne, ce type de milieu se prête très bien à la guérilla et place les armées dans de très grandes difficultés, comme les troupes républicaines l'éprouvèrent en **Vendée**, en 1793, ou comme les forces alliées l'expérimentèrent en **Normandie**, durant l'été 1944.

Toutefois, la végétation fait défaut dans de nombreuses régions du globe. Mais, depuis toujours, les hommes ont appris, tant pour chasser que pour se battre, à compenser cette absence par les **camouflages** les plus simples comme les plus ingénieux, tel ce tissu **kaki** qu'utilisaient les guerriers afghans pour échapper, dans les zones les plus dénudées, à l'observateur le plus averti :

« Pendant les deux tiers de l'année, la couleur dominante du pays pashtoûn est un sinistre mélange de jaune sale et de marron. Depuis des siècles, les guerriers pashtoûns ont appris à se camoufler dans leur aride paysage en revêtant un châle et un pyjama flottant d'une triste "couleur de terre" : en persan et en pashtô, le khâki. [...] Aujourd'hui, quand passe un hélicoptère soviétique, les maquisards s'accroupissent en se dissimulant sous leurs châles khâki, et du haut des airs ressemblent à s'y méprendre à de vulgaires rochers éparpillés dans le désert [50] ».

Les Britanniques l'adoptèrent pour leurs soldats avant que son usage ne se généralise au XXe siècle. En fait, le camouflage à partir d'éléments souvent végétaux, ce mimétisme artificiel, remonte à la nuit des temps et s'inspire de l'observation du mimétisme naturel. Fait révélateur, les anciens Grecs le classaient dans cette catégorie de l'intelligence qu'ils prisait fort : la *métis* ou "intelligence de la ruse" [51]. La mythologie gréco-romaine abonde en métamorphoses, « destinées à apprivoiser les éléments naturels tout en introduisant en eux un fantastique fascinant [52] ». Le verbe "fasciner" vient du latin *fascinare* : "faire des charmes, des enchantements" ; "jeter un sort". N'est-ce pas précisément le moyen que celui qui se camoufle utilise pour posséder son adversaire. Ou l'objet de son désir : le terme *fascinum* désigne tout à la fois le charme, le maléfice ou... le sexe masculin.

Directement ou indirectement, sur place ou au loin, la végétation d'une zone peut jouer un rôle dans nombre de crises ou d'affrontements. Comme enjeu vital, lorsqu'elle constitue la base de l'alimentation ou sert à élaborer des drogues aux effets mortels. Comme ressource importante, lorsqu'elle fournit des matières premières industrielles. Comme théâtre d'opérations, lorsque l'un des protagonistes s'y met à couvert. Chaque situation présente ses particularités et n'oublions pas que, par définition, les déserts chauds et froids, comme les étages montagnards les plus élevés, se trouvent pratiquement dépourvus de végétaux.

Plus

[Comment se procurer au format papier l'ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D'un clic.](#)

PROBLÉMATIQUE LIÉE À LA VÉGÉTATION

Quel(s) rôle(s) joue la végétation qui se trouve

sur le territoire où se déroule la crise ou l'affrontement ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier la végétation du territoire où se déroule la crise ou le conflit :

- les cartes,
- les ouvrages consacrés à la géographie, à l'économie, à l'anthropologie, à l'histoire et à la stratégie.

Les **informations** recueillies servent à repérer l'influence de la végétation du territoire sur le déroulement des événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

- les végétaux non cultivés et/ou cultivés dont dépendent des hommes,
- les végétaux utilisés comme matières premières industrielles,
- les agrocarburants,
- la biopiraterie,
- les plantes hallucinogènes
- les couvertures forestières,
- les politiques de protection des différents végétaux et des forêts,
- le refuge,
- les actions militaires.

Chacun de ces aspects des données végétales doit être étudié avec soin et présenté dans une perspective avant tout géopolitique.

Une information est pertinente lorsqu'elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l'on étudie.

Copyright 2015-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l'association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Legrand Christine, « Argentine : le salut par le soja », Le Monde, 30 octobre 2007.

[2] . Dupont Gaëlle, « Adieu coquelicots, chardons, ivraie, mais aussi biodiversité », Le Monde, 17 février 2009.

[3] . Meeser Ellen, Cohen Marc J. et Marchione Thomas, « Conflict : A Cause and Effect of Hunger », The Woodrow Wilson Institute Environmental Change and Security Program- ECSP Report, Issue 7, January 2001, pp. 1-30.

[4] . Ford Peter, « Why the Era of Cheap Food is over », The Christian Science Monitor, December 31, 2007.

[5] . Dubresson Alain, in Brunet Roger (dir.), « Côte-d'Ivoire : l'État et l'accumulation », Géographie universelle. Les Afriques au sud du Sahara, Paris, 1994, Belin-Reclus, pp. 149-155.

[6] . United States Environment Program, Sudan : Post-Conflict Environmental Assessment, Nairobi, 2007, 358 p.

[7] . Montlake Simon, « China Sounds Retreat against Encroaching Desert », The Christian Science Monitor, August 16, 2007.

[8] . Polgreen Lydia, « Mali's Farmers Discover a Weed's Potential Power », The New York Times, September 9, 2007.

[9] . Saint Robespierre Alain, « Flambée d'optimisme au Burkina grâce aux biocarburants », L'Observateur, 13 août 2008

[10] . Dubuis Étienne, « L'essence verte sur le banc des accusés », Le Temps, 16 octobre 2007.

[11] . Clavreul Lætitia et Faujas Alain, « Matières premières agricoles : des hausses de prix explosives », Le Monde, 5 avril 2008

[12] . Kraul Chris and McDonnell Patrick J., « Food Demand Fuels South America Profits », Los Angeles Times, April 1, 2008.

[13] . Lemaître Frédéric, « Une crise alimentaire majeure se profile », Le Monde, 9 février 2008.

[14] . Clavreul Lætitia, « Envolée du prix des céréales : menace sur les pays pauvres », Le Monde, 17 octobre 2007.

[15] . Sanders Edmund and Wilkinson Tracy, « A'Perfect Storm' of Hunger », Los Angeles Times, April 1, 2008.

[16] . King Laura, « Higher Costs Drive Political Change » », Los Angeles Times, April 1, 2008.

[17] . Stolz Joëlle, « Depuis la crise de la tortilla, le gouvernement mexicain contrôle le marché », Le Monde, 5 avril 2008.

- [18] . Entretien avec Lætitia Clavreul, Le Monde, 26 janvier 2008.
- [19] . Faujas Alain, « La Banque mondiale se préoccupe enfin de l'agriculture », Le Monde, 21 octobre 2007.
- [20] . Clavreul Lætitia, « Le grand retour de l'agriculture », Le Monde, 16 septembre 2007.
- [21] . Rosenthal Elisabeth, « Studies Deem Biofuels a Greenhouse Threat », The New York Times, February 8, 2008. Il s'agit d'un compte-rendu du rapport de Joseph Fargione et alii, « Land Clearing and the Biofuel Carbon Debt », Science, February 7, 2008.
- [22] . Lasserre Sylvie, « L'or vert des chamans, objet de toutes les convoitises », Le Temps, 29 août 2007.
- [23] . « India Wins Landmark Patent Battle », BBC News, March 9, 2005.
- [24] . Taliban est le pluriel de taleb, il convient donc de l'écrire sans s.
- [25] . Bergen Peter et Lalwani Sameer, « The War on Poppies », Los Angeles Times, September 2, 2007.
- [26] . Reyes Chantal, « Forêt amazonienne, à nouveau l'urgence », Le Temps, 28 janvier 2008.
- [27] . Semple Jr. Robert B., « 40 Million Acres of Rain Forest for the Greenest Bidder », The New York Times, May 24, 2008.
- [28] . Caramel Laurence, « La pression démographique menace les forêts du Congo », Le Monde, 28 mai 2008.
- [29] . Kempf Hervé, « Sumatra, le palmier à l'assaut de la forêt vierge », Le Monde, 9 janvier 2008.
- [30] . Deron Francis, « Les piliers de la forêt cambodgienne », Le Monde, 4 septembre 2007.
- [31] . Caramel Laurence, « Au Cameroun, le trafic de bois illégal continue de prospérer », Le Monde, 14 mai 2008.
- [32] . Losson Christian, « Le teck, un levier possible contre le pouvoir », Libération, 5 octobre 2007.
- [33] . Ohito David and Kemel Kipchumba, « New War Front for Raila », The Standard, May 28, 2008.
- [34] . Gasnier Annie, « Les autorités brésiliennes ne parviennent pas à freiner la déforestation de l'Amazonie », Le Monde, 6 juin 2008.

[35] . Cheyvialle Anne, « La déforestation de l'Amazonie a repris », Le Figaro, 17 mai 2008.

[36] . Deron Francis, « La Chine, nouveau prédateur en Asie du Sud-Est », Le Monde, 4 septembre 2007.

[37] . Ibidem.

[38] . Revkin Andrew C., « Forest Disappearing in Papua New Guinea », The New York Times, June 3, 2008.

[39] . Caramel Laurence, « Un label anti-déforestation s'installe dans le bassin du Congo », Le Monde, 23 mai 2008.

[40] . Welles Jeff, Wilcove David and Weidensaul Scott, « U.S. Conservation Win - in Canada », The Christian Science Monitor, September 22, 2008.

[41] . Herviaux Olivier, « Les Africains veulent faire renaître les mangroves », Le Monde, 7 janvier 2009.

[42] . Margolis Mac, « Forests Are Not Green », Newsweek, December 1, 2007.

[43] . McDonnell Patrick J., « Acai Has Gone from Staple of the Amazon to Global Wonder-Berry », Los Angeles Times, September 21, 2008.

[44] . Pedroletti Brice, « La Chine se rue sur le caoutchouc au Laos », Le Monde, 24 septembre 2008.

[45] . Zwick Edward, *Defiance, 2008 (2h10)*, d'après Tec Nechama, *Defiance. The Bielski Partisans*, New York, 1993, Oxford University Press.

[46] . Furst Alan, *L'officier polonais*, Paris, 2009 [1e édition, en anglais : 1995], L'Olivier, p. 100.

[47] . Hoesli Éric, *op. cit*, p. 44.

[48] . Cité *ibidem*, p. 45.

[49] . *Ibidem*, p. 44.

[50] . Barry Michael, *Le royaume de l'insolence. La résistance afghane, du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Paris, 1984, Flammarion, p. 97.

[51] . Détienne Marcel et Vernant Jean-Pierre, *Les ruses de l'intelligence. La métis des Grecs*, Paris, 1974, Flammarion, 316 p.

[52] . Salles Catherine, *La mythologie grecque et romaine*, Paris, 2005 [1e édition : 2003, Tallandier], Le Livre de Poche, p. 495.